

REQUÊTE EN INTERPRÉTATION

(art. 118 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle)

POUR : le **CONSEIL DES MINISTRES**, représenté par le Premier Ministre, dont le cabinet est établie à 1000 Bruxelles, Rue de la Loi 16 ;

Ayant pour conseils Me Emmanuel JACUBOWITZ et Me Anthony POPPE avocats-associés XIRIUS PUBLIC, dont le cabinet est établie à 1160 Auderghem, Avenue Tedesco 7, où il est fait élection de domicile pour les besoins de la présente procédure et Me Philippe SCHAFFNER, avocat, dont le cabinet est établi à 1180 Uccle, avenue Brugmann, 451.

CONTRE : 1. Le « **SYNDICAT DES AVOCATS POUR LA DÉMOCRATIE** » (en abrégé, le « S.A.D. »), A.S.B.L. inscrite à la B.C.E. sous le numéro 0434.919.294, dont le siège est établi à 1030 Schaerbeek, rue Eugène Smits, 28-30,

Partie requérante dans l'affaire portant le numéro de rôle 6494F,

Ayant pour conseils Me Aurore LEBEAU et Me Louise LAPERCHÉ, avocats, dont les cabinets sont respectivement établis à 6240 Farciennes, rue Albert 1er, 236 et à 1060 Saint-Gilles, rue de Suisse, 24.

2. L'A.S.B.L. **LIGUE DES DROITS DE L'HOMME**, représentée par son conseil d'administration, inscrite à la B.C.E. sous le numéro 410.105.805. et dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue du Boulet, 22 ;

3. L'A.S.B.L. **ASSOCIATION SYNDICALE DES MAGISTRATS**, représentée par son conseil d'administration, inscrite à la B.C.E. sous le numéro 865.102.220. et dont le siège social est établi à 6000 Charleroi, avenue Général Michel, 1b ;

Parties requérantes dans l'affaire portant le numéro de rôle 6497F,

Ayant pour conseils Me David RIBANT, Me Christelle MACQ et Me Dimitri DE BECO, avocats, dont les cabinets sont respectivement établis à 1060 Saint-Gilles, rue de la Source, 68, à 1000 Bruxelles rue Emile Claus, 5 et à 1000 Bruxelles, rue de Wynants, 23 ;

4. L'ORDRE DES BARREAUX FRANCOPHONES ET GERMANOPHONE, représenté par son conseil d'administration, dont le siège social est établi à 1060 Saint-Gilles, avenue de la Toison d'Or, 65 ;

Partie requérante dans l'affaire portant le numéro de rôle 6498F,

Ayant pour conseils Me Annemie SCHAUS, Me Harold SAX et Me Vincent LETELLIER, avocats, dont les cabinets sont respectivement établis à 1060 Saint-Gilles, rue de la Source, 68, à 1000 Bruxelles rue Emile Claus, 5 et à 1000 Bruxelles, rue de Wynants, 23.

* * *

A Messieurs les Présidents,
A Mesdames et Messieurs les Juges qui
composent la Cour constitutionnelle,

Mesdames,
Messieurs,

L'arrêt de Votre Cour numéro 148/2017 du 21 décembre 2017, rendu dans les affaires jointes portant les numéros de rôle 6492N, 6493N, 6494F, 6495N, 6496N, 6497F et 6498F, a fait l'objet d'une publication au Moniteur belge du 12 janvier 2018.

Par la présente requête, le CONSEIL DES MINISTRES a l'honneur de demander à Votre Cour de bien vouloir interpréter cet arrêt.

* * *

TABLE DES MATIERES

I.	L'ARRÊT NUMERO 148/2017 DU 21 DECEMBRE 2017	4
II.	LA DEMANDE D'INTERPRETATION.....	5
1.	CONTEXTE GÉNÉRAL.....	5
2.	LES DEMANDES D'INTERPRÉTATION	6
III.	ABBREVIATION DES DELAIS POUR L'ÉCHANGE DES MEMOIRES	6
	DISPOSITIF.....	11
	INVENTAIRE.....	11

* * *

I. L'ARRÊT NUMERO 148/2017 DU 21 DECEMBRE 2017

1. Le dispositif de l'arrêt numéro 148/2017 du 21 décembre 2017 se lit comme suit:

"la Cour

1. annule, dans la loi du 5 février 2016 modifiant le droit pénal et la procédure pénale et portant des dispositions diverses en matière de justice :

- les articles 6 et 121 à 123, ainsi que les articles 15, 17, 1° et 2°, 18, 1° et 2°, 19, 2°, 36, 151, 155 et 170, 2°;

(...)

2. maintient les effets :

- des articles 6, 15, 17, 1° et 2°, 18, 1° et 2°, 19, 2°, 36, 121 à 123, 151, 155 et 170, 2°, de la loi du 5 février 2016, à l'égard des décisions rendues sur la base de ces dispositions avant la date de publication du présent arrêt au Moniteur belge;

(...)".

2. Les motifs de l'arrêt qui sont liés à ce dispositif se trouvent dans les considérants B.2 à B.17. (p. 37 à 62 de l'arrêt).

Le maintien précité des effets de certaines dispositions annulées a plus précisément été motivé comme suit :

"B.17. Afin d'éviter toute insécurité juridique, il convient de maintenir, en application de l'article 8, alinéa 3, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, les effets des dispositions annulées comme il est indiqué dans le dispositif."

3. L'arrêt fut publié au Moniteur belge du 12 janvier 2018.

II. LA DEMANDE D'INTERPRETATION

1. CONTEXTE GÉNÉRAL

4. Ainsi qu'exposé ci-dessus, les effets des articles 6, 15, 17, 1^o en 2^o, 18, 1^o en 2^o, 19, 2^o, 36, 121 à 123, 151, 155 et 170, 2^o, de la loi du 5 février 2016 modifiant le droit pénal et la procédure pénale et portant des dispositions diverses en matière de justice, ont été maintenus à l'égard des décisions rendues sur la base de ces dispositions avant la date de publication de l'arrêt au Moniteur belge, et ce dans le but d'éviter toute insécurité juridique.

5. L'application concrète du dispositif précité, dans la mesure où les effets des articles précités sont maintenus à l'égard des décisions prises sur base de ces dispositions avant le 12 janvier 2018, fait cependant naître plusieurs questions de droit auxquelles les magistrats concernés ne répondent pas tous de la même manière.

Il s'en suit, en contradiction avec les intentions de l'arrêt, une grande insécurité juridique pour toutes les parties litigantes concernées.

Ainsi le COLLÈGE DES PROCUREURS-GÉNÉRAUX a-t-il émis une circulaire dans laquelle il expose sa vision des conséquences de l'arrêt (**pièce 2**), mais cette vision n'est pas unanimement partagée par la magistrature assise. Au contraire, des interprétations divergentes circulent quant aux conséquences de l'arrêt et elles font naître beaucoup d'inquiétude.

Il convient de mettre fin à cette insécurité juridique, particulièrement vu le très grand impact de l'arrêt d'annulation sur les poursuites et la punition des infractions les plus graves.

6. Les questions auxquelles tant les parquets que la magistrature assise sont confrontées, concernent plus particulièrement les effets du maintien des dispositions annulées dans le contexte du droit et de la procédure pénale, la notion de « *décisions rendues sur la base de ces dispositions* » et l'influence de la limitation dans le temps de ce maintien, à savoir à l'égard des décisions précitées rendues « *avant la date de publication du présent arrêt au Moniteur belge* ».

2. LES DEMANDES D'INTERPRÉTATION

7. Le CONSEIL DES MINISTRES prie la Cour de bien vouloir préciser la portée exacte du dispositif de l'arrêt n° 148/2017, et ce plus particulièrement à l'égard des prises de position suivantes :

- Le CONSEIL DES MINISTRES estime que le maintien des effets, tel que voulu par Votre Cour, signifie que les tribunaux correctionnels, et en cas d'appel les cours d'appel, demeurent compétents pour connaître des affaires qui leur ont été attribuées sur base des décisions de renvoi (de la Chambre du conseil ou de la Chambre des mises en accusation) prononcées avant le 12 janvier 2018.
- Le CONSEIL DES MINISTRES estime également que les peines qui pourront être prononcées par les tribunaux correctionnels et, le cas échéant, les cours d'appel, sont celles prévues et introduites par la loi du 5 février 2016 précitée.

III. ABBREVIATION DES DELAIS POUR L'ECHANGE DES MEMOIRES

8. Les questions exposées ci-dessus se posent déjà dans les affaires actuellement pendantes.

A ce jour, le CONSEIL DES MINISTRES a connaissance des chiffres suivants :

- Ressort de la Cour d'appel de Gand : 17 affaires envoyées devant le tribunal correctionnel ou qui y sont pendantes et 11 en degré d'appel ;
- Ressort de la Cour d'appel d'Anvers : 8 affaires pendantes devant le tribunal correctionnel et 5 en degré d'appel;
- Ressort de la Cour d'appel de Bruxelles : 6 affaires envoyées devant le tribunal correctionnel ou qui y sont pendantes et 5 en degré d'appel;
- Ressort de la Cour d'appel de Mons : 10 affaires envoyées devant le tribunal correctionnel ou qui y sont pendantes et 3 en degré d'appel. Dans 2 cas un pourvoi en cassation a été introduit.

Le traitement de ces affaires ne peut pas attendre la durée normale de traitement d'une affaire par Votre Cour.

Il y a, au contraire, urgence dès lors que des décisions doivent être prises incessamment dans un certain nombre d'affaires.

Le CONSEIL DES MINISTRES demande dès lors que les délais pour les échanges de mémoires soient fortement réduits, par exemple à 10 jours par écrit de procédure.

**POUR CES RAISONS,
Et toutes les autres à faire valoir en cours de procédure,
Et sans aucune reconnaissance préjudiciable,
PLAISE A LA COUR CONSTITUTIONNELLE,**

De bien vouloir déclarer la présente requête recevable.

De bien vouloir réduire les délais pour les échanges des écrits de procédure au strict minimum.

De bien vouloir préciser la portée exacte du dispositif de l'arrêt 148/2017, et plus précisément du maintien des effets « *des articles 6, 15, 17, 1° et 2°, 18, 1° et 2°, 19, 2°, 36, 121 à 123, 151, 155 et 170, 2°, de la loi du 5 février 2016, à l'égard des décisions rendues sur la base de ces dispositions avant la date de publication du présent arrêt au Moniteur belge* », ainsi qu'exposé dans la présente requête.

Pour le CONSEIL DES MINISTRES,
Ses conseils,

Anthony POPPE

Emmanuel JACUBOWITZ

Philippe SCHAFFNER

Bruxelles, le 26 janvier 2018.

INVENTAIRE

1. Décision du CONSEIL DES MINISTRES d'introduire une requête en interprétation de l'arrêt numéro 148/2017.
2. Circulaire n° 2/2018 du 18 janvier 2018 du COLLÈGE DES PROCUREURS GÉNÉRAUX.

* * *

16001256/EJ